

Ebullitions citoyennes

→ Ana Teixeira

Pour rendre plus visible le secteur de l'Éducation permanente, la FESEFA¹ a organisé un événement important en décembre 2011 : pendant deux semaines, une vingtaine d'associations ont accueilli des professionnels et des volontaires du secteur pour leur faire vivre une de leur activité d'éducation permanente et échanger sur le sujet. Afin d'ouvrir le projet à un public plus large, une journée de clôture était également organisée le 26 janvier 2012. La FeBISP y était présente.

1 Fédération des Employeurs des Secteurs de l'éducation permanente et de la formation des adultes.



Se réunir pour élaborer un discours commun

En guise d'introduction de cette journée de clôture, Carmen Castellano, directrice de la FESEFA, a rappelé les origines du projet Ebullitions Citoyennes ainsi que ses finalités : « Concrètement, nous avons voulu permettre aux intervenants du secteur (régions wallonne et bruxelloise confondues) de se rencontrer, d'échanger sur leurs pratiques et sur les projets existants dans leurs asbl. Cette approche nous a semblé un préalable essentiel à une discussion de secteur qui permettrait de réaffirmer l'identité militante de l'Éducation permanente, ses valeurs, ses défis... et ses revendications. Car à l'horizon 2013 se profile le 10^{ème} anniversaire du Décret Éducation permanente. L'ambition d'Ebullitions citoyennes est de resserrer le secteur, de lui permettre de mieux se connaître lui-même, de se préparer à envoyer un message fort et cohérent aux décideurs lors de l'évaluation du décret ».

La journée s'est ensuite structurée en deux temps : en matinée, avec les interventions de Pierre Georis, président de la FESEFA, Olga Zrihen, ancienne députée européenne, députée régionale et sénatrice socialiste, impliquée au sein de Lire Et Écrire (LEE) et Anne Spitals, vice-présidente de la FESEFA ; et l'après-midi : avec des ateliers dont les comptes rendus ont ensuite été proposés en plénière.

Revenir aux sources et développer des partenariats

Pierre Georis a évoqué un bref historique de la FESEFA et mis en lumière sa volonté de revenir à sa mission initiale de construction d'une parole collective.

Ensuite, Olga Zrihen, a rappelé combien il était important pour le monde politique (comme parlementaire relais du citoyen) de retrouver les acteurs du terrain et de lier les niveaux régional, communautaire et international : « Les défis

du terrain sont les mêmes que ceux rencontrés au niveau politique. Il s'agit de ne pas laisser passer le train ! Le travail fait sur le terrain est absolument nécessaire et est directement aux prises avec les réalités socioéconomiques, les urgences multiformes et sociales des publics touchés. L'évolution du contexte a engendré le renforcement de problématiques telles que les liens entre la culture et la pauvreté et, sur un autre niveau, la question de la résistance et/ou de la liberté associative ; l'enjeu fondamental est un enjeu politique au sens noble du terme ».

La parlementaire a également fait écho de son sentiment et mis en garde le monde associatif :

« Acquérir des degrés d'analyse et d'action, apprendre pour comprendre, agir en fonction de ses valeurs, reste un travail complexe. Il faut répondre aux réalités du terrain mais rester dans un engagement prospectif. Sur le terrain, il y a aussi de l'incohérence : des tensions naissent entre les besoins de subsides des opérateurs

d'une part et les exigences institutionnelles de résultats d'autre part. Le subventionnement passe par de la contractualisation et de l'instrumentalisation, d'autant que l'État axe ses logiques d'action sur des politiques de territoires (bassins) qui peuvent générer de l'enfermement, de l'enclavement plus que du dialogue. Aujourd'hui, la triangulation entre Etat, publics et opérateurs n'est plus aussi bonne. Où est l'espace de délibération entre les politiques, les associations, les citoyens ? Où est l'espace de plaisir, l'enthousiasme du secteur ?

Pour être entendu, le mouvement doit puiser sa force dans le travail de proximité, cohabiter, augmenter ses partenariats. » Olga Zrihen a terminé en renvoyant quelques questions vers la salle : « Comment rester souple et innover ? Comment déployer des formes d'actions nouvelles qui répondent à de nouvelles réalités, de nouvelles nécessités ? »

Trouver un équilibre

Geoffroy Carly, directeur des CEMEA², y a répondu, en rappelant le besoin d'un cadre explicite sur les différents niveaux de responsabilités : « L'interpellation politique envers le monde associatif est claire mais n'y a-t-il pas là un message paradoxal ? Le secteur ne peut pas à lui tout seul servir de catalyseur et faire figure de superman ! »

Enfin, Anne Spitals, présidente de la chambre Éducation Permanente de la FESEFA, a mis en lumière l'évolution des exigences institutionnelles et administratives du secteur et les tensions qu'il rencontre, à savoir :

- La difficulté de trouver un équilibre entre le militantisme et le professionnalisme.
- La difficulté à gérer des financements multiples et variés.
- La difficulté à devoir appliquer des logiques marchandes en contradiction avec les bases mêmes des missions du secteur.

² Centre d'Entraînement aux Méthodes d'éducation Active.

Sur trente ans d'activité, trois glissements significatifs ont également été mis en exergue par Anne Spitals dans son intervention. Voici in-extenso ses paroles :

- « La dynamique d'actions co-construites avec et par les participant(e)s qui partaient de l'analyse produite par les groupes eux-mêmes, est progressivement remplacée par une dynamique de services produits par des expert(e)s animateur(trice)s.
- La défense des intérêts collectifs est de plus en plus supplantée par des activités qui visent l'épanouissement individuel.
- Les actions qui permettent de s'appropriier l'environnement, de comprendre les enjeux politiques pour lutter contre l'ordre « naturel » des choses se transforment progressivement en une obligation d'être des C.R.A.C.S., des Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires, bien intégrés. »



(re)développer la culture du débat et entrer en dialogue avec le monde politique en allant vers lui sans attendre.

L'enjeu essentiel semble se nouer autour de la défense des processus qualitatifs engagés avec et pour les personnes au travers des actions d'éducation permanente. Le tissu associatif se sent de plus en plus seul pour défendre encore la place de l'engagement militant et la construction d'alternatives sociales et économiques dans notre société capitaliste. Il craint que la culture du résultat finisse par l'emporter sur la qualité des moyens mis en œuvre. Mais gardons espoir, le secteur



Construire des utopies qui mobilisent

Pour ne pas se contenter de ce qui est imposé par le cadre et renouer avec les utopies, deux propositions ont été évoquées. D'abord, viser le collectif et tenir compte des besoins individuels du public suppose de ne pas se déconnecter de la réalité, de la culture socio-économique environnante. Ensuite, il faut s'en donner les moyens : favoriser l'émergence de références communes,

veut se retrouver sur un plan identitaire autour d'une utopie productrice de changements pour plus d'égalité (de droits, pas de chance), plus de répartition du pouvoir... Cela faisait longtemps que l'urgence de l'éducation populaire n'était pas aussi criante face aux tensions qui dualisent notre société. Le secteur souhaite construire, avec d'autres, des utopies mobilisatrices et productrices de changements effectifs et peut compter sur le soutien du secteur de l'insertion socioprofessionnelle.